

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

Title - Sujet INSTITUTIONAL CHAPLAINCY SERVICES	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-154722/B	Date 2015-06-26
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-15-2104722	Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier 127zh.21120-154722	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZH-127-29004	
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale 2015-06-17	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-27	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Génier, Nicole	Buyer Id - Id de l'acheteur 127zh
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1144 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Revision to a Request for a Standing Offer
Révision à une demande d'offre à commandes
National Master Standing Offer (NMSO)
Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Training and Specialized Services Division/Division de la formation et des services spécialisés
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required	Yes - Oui	No - Non
Accusé de réception requis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

Solicitation No. - N° de l'invitation

21120-154722/B

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

127zh

Client Ref. No. - N° de réf. du client

21120-15-2104722

File No. - N° du dossier

127zh21120-154722

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Cette page as été laisser vide intentionnellement

Modification de la sollicitation 001

Cette modification vise à:

- Répondre aux questions des fournisseurs concernant cette invitation
- Apporter des modifications à l'invitation à soumissionner
- Remplacer la pièce jointe 1 de la partie 4 – Évaluation technique
- Remplacer la pièce jointe 1 de la partie 3 – Barème de prix

PARTIE A – Questions des fournisseurs

Question 1:

À l'article 11 de l'énoncé des travaux, le Canada stipule relativement au modèle de lettre proposé que la lettre « doit être datée d'au plus six mois avant la date de clôture de l'offre ». Le Canada jugerait-il acceptable que le groupe confessionnel ou la communauté spirituelle fixe la durée du mandat en déterminant une date d'expiration ou de renouvellement précise? De plus, le mandat ainsi établi pour répondre à la demande d'offre à commandes serait-il également acceptable par rapport à la commande subséquente (qui pourrait être passée après six mois) si l'organe qui a attribué le mandat a fixé une date d'expiration?

Réponse 1:

Voir les changements dans la partie B.

Question 2:

Section 7.6 Instruction pour la Facturation. Est-ce que le Canada va fournir un modèle pour le rapport mensuel?

Réponse 2:

Oui.

Question 3:

Section 7.b Énoncé des travaux. Est-ce qu'il aura une obligation de rapport pour autres données, et est-ce que le Canada va fournir un modèle pour ce rapport?

Réponse 3:

Ce rapport mensuel n'est pas le " rapport mensuel sur l'avancement des travaux" de la section 7.6. Ce rapport mensuel répond au besoin d'analyser l'utilisation des heures en vertu de l'offre à commande. L'entrepreneur sera responsable de développer le modèle.

Question 4:

Section 7.c Énoncé des travaux. Quelle sera la date limite pour soumettre le rapport annuel?

Réponse 4:

Sera déterminer, suivant l'émission de l'offre à commandes.

Question 5:

Enfin, compte tenu de tous les rapports et modèles à remettre au gouvernement du Canada pour que celui-ci ait les données dont il a besoin. L'entrepreneur sera-t-il consulté au sujet de ces modèles à remplir avant que ceux-ci soient achevés?

Réponse 5:

Le chargé de projet consultera l'entrepreneure dans la mesure du possible. Cependant, c'est le chargé de projet qui détermine la nature de l'information requise.

Question 6:

Combien de fois l'entrepreneur peut-il s'attendre à ce que les modèles soient modifiés?

Réponse 6:

Le chargé de projets fera tous les efforts pour minimiser la fréquence et le volume de modifications dans les modèles de rapports. Cependant, des modifications dans les besoins corporatifs restent une possibilité durant la période de l'offre à commandes.

Question 7:

Outre les modèles nécessaires, le SCC émettra-t-il des instructions claires et simples qui pourront être communiquées aux aumôniers et aux gestionnaires appelés à remplir ces documents pour faire en sorte qu'il y ait le moins de confusion et d'erreurs possible?

Réponse 7:

Oui.

Question 8:

Nous avons remarqué une disparité entre l'annexe B, Base de paiement (Nombre estimé d'heures = 150 000 pour chacune des six années), et la version anglaise de la Pièce jointe 1 à la Partie 3, Barème de prix, dans laquelle toutes les années concordent avec celles de l'annexe B, sauf l'année d'option 2. En effet, dans le Tableau 3 – Année d'option 2 du second document, le nombre d'heures indiqué est 315 000. Pouvez-vous expliquer cette disparité et indiquer le chiffre dont nous devrions tenir compte dans le calcul de nos prix?

Réponse 8:

Voir les changements dans la Partie B.

PARTIE B – CHANGEMENT À L'INVITATION À SOUMISSIONNER

SUPPRIMER la pièce jointe 1 de la partie 4 – Évaluation technique.pdf et REMPLACER avec Pièce jointe 1 de la partie 4 – Évaluation technique_V2.pdf

SUPPRIMER Section 11. Qualification des ressources dans l'annexe A – Énoncé des travaux et REMPLACER avec le suivant:

11. Qualifications des ressources

L'offrant a la responsabilité de s'assurer que toutes les ressources proposées ont les qualifications minimales suivantes :

- a) La ressource doit posséder un minimum de trois années d'expérience confirmée de la prestation de services religieux et spirituels en tant que représentant officiel de son groupe confessionnel ou de sa communauté spirituelle;
- b) L'offrant doit fournir une lettre du groupe confessionnel ou de la communauté spirituelle démontrant que chacun des ROPQ proposés :
 - i. possède les études, l'expérience des services d'aumônerie et les qualités personnelles requises pour pratiquer des rites religieux ou spirituels, observer des rituels, prier et respecter d'autres obligations religieuses au nom d'un groupe confessionnel ou d'une communauté spirituelle;
 - ii. a été rémunérée pour avoir pratiqué des rites religieux ou spirituels, observé des rituels, prié et respecté d'autres obligations religieuses au nom d'un groupe confessionnel ou d'une communauté spirituelle (cela comprend le traitement, le salaire horaire, les honoraires ou l'allocation);
 - iii. est actuellement mandatée et autorisée par son groupe confessionnel ou sa communauté spirituelle pour agir à titre d'aumônier pour le Service correctionnel du Canada;
 - iv. a le soutien officiel de l'organisme pour agir à titre d'aumônier en milieu correctionnel.

L'offrant devrait utiliser le modèle de lettre proposé en pièce jointe. La lettre doit être rédigée en anglais ou en français sur du papier à en-tête de l'organisme, signée et datée. La lettre doit être datée d'au plus douze mois avant la date de clôture de l'offre.

SUPPRIMER la pièce jointe 1 de la Partie 3—Barème de Prix et REMPLACER avec la pièce jointe 1 de la partie 4- Barème de prix_V2.xls.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.
